

TALENTS & TERRITOIRE

OSER LA RÉUNION

cpme
LA RÉUNION

**ADOPTION DU SBA :
DÉCRYPTAGE
D'UN SUCCÈS**

**LETTRE OUVERTE
AU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE**

DOSSIER

**LES FORCES
DE FRAPPE
DE LA CPME**



LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Cher Président Macron,

Je mesure pleinement l'ampleur des défis auxquels vous devez faire face et vous adresse mes vœux de réussite pour notre pays car la tâche est immense.

Alors que le monde vit de nombreuses tourmentes et qu'il doute, les Françaises et les Français vous ont élu, dans une volonté de transformation et de changement dont une nation a parfois besoin pour se rappeler la force de sa résilience et sa capacité à s'adapter à un contexte incertain et précaire.

Nous avons eu le plaisir d'échanger lors de votre dernier passage à La Réunion et je vous avais présenté le projet de la CPME Réunion nommé Oser La Réunion.

Oser La Réunion, c'est faire le pari d'une France Océanique qui a l'envie et la jeunesse des défis d'avenir : une transformation numérique incontournable et la nécessité de dématérialiser nos flux, un enjeu autour de la formation de nos jeunes mais aussi des moins jeunes, des cadres appelés à diriger mais aussi et surtout pour nous, nos dirigeants qui, noyés sous un poids réglementaire dont ils n'ont pas toujours eu conscience en réalisant leur rêve d'entreprendre, doivent continuer d'apprendre et se former pour demeurer des leaders performants.

Surtout, Oser La Réunion, c'est être fier d'une économie locale enracinée sur le territoire grâce à ses savoir-faire locaux, ses artisans, ses commerçants, ses entrepreneurs porteurs de nos traditions et de nos innovations.

C'est créer les conditions pour densifier et diversifier nos échanges commerciaux internes par la promotion de l'achat local, mais aussi avec les pays de notre zone afin de faire rayonner la France et l'Europe.

Le Général de Gaulle ne nous a-t-il pas éclairé par son discours à Dakar : *"L'essentiel, pour jouer un rôle à l'international, c'est d'exister par soi-même, pour soi-même, chez soi" ?*

Comme vous, nous croyons qu'il y a de formidables opportunités pour notre nation. Nous ne sommes ni défaitistes ni observateurs passifs du lendemain de notre pays.

Oser La Réunion, c'est aussi vouloir faire confiance aux citoyen(e)s impliqué(e)s qui chacun(e) à leur échelle, veulent faire "leur part du travail".

La CPME Réunion veut aussi faire sa part du travail et nous espérons très prochainement pouvoir vous l'exprimer de vive voix, certainement dans le cadre des prochaines Assises de l'Outre-mer auxquelles nous sommes prêts à prendre toute notre place.

Notre famille, Monsieur le Président, est une force entrepreneuriale déterminée et motivée à contribuer au futur de la France Océanique.

Dominique Vienne,
Président de la CPME Réunion

Talents & Territoire,

Le magazine de la CPME Réunion

Directeur de la publication :

Dominique VIENNE – dvienna@cpmereunion.re

Rédactrice en chef :

Santhi VELOUPOULE – sveloupoule@cpmereunion.re

Comité éditorial :

Jérôme CALVET, Alex HOW CHOONG, Jean-François TARDIF, Gérard LEBON

Assistance technique et rédaction :

Naziha MOGALIA et Benjamin POSTAIRE

Crédits photos :

Shutterstock, David Chane

Régie publicitaire :

02 62 96 43 16

Imprimeur :

NID

Dépôt légal :

Juillet 2017

ISSN :

2257-6126

Publication gratuite

Toute reproduction partielle ou intégrale d'articles est interdite.

54, chemin cachalot – Pierrefonds – 97410 Saint-Pierre

nmogalia@cpmereunion.re

Site : www.cpmereunion.re

Facebook : CPME Réunion

Twitter : @CPME974



Accélérateur de projets d'avenir

PROSPECTIVE

ATTRACTIVITÉ

INNOVATION

ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

OBSERVATOIRE

CIBLEZ VOTRE PARCOURS

Vous êtes un porteur de projet, un innovateur, une entreprise en développement ? NEXA vous accompagne et facilite votre parcours !

Nous vous orientons vers les intervenants du territoire adaptés aux besoins de votre projet ou nous vous intégrons dans nos propres circuits :

- un parcours **Général**, pour tous les types de projets
- un **Accélérateur**, pour les projets à fort potentiel, entrants dans les secteurs stratégiques de La Réunion : la bio-economie tropicale, l'e-co-tourisme, les énergies renouvelables, la santé, le numérique ou l'innovation territoriale

Votre projet est structurant, innovant ? Vous ambitionnez de créer des emplois ? Découvrez l'accélérateur NEXA : votre meilleur allié !

De la stratégie d'entreprise à l'analyse marketing, en passant par la structuration financière, le plan de communication ou la mise à disposition d'une hotline juridique, NEXA vous propose un accompagnement personnalisé, vous apporte des solutions concrètes et mandate des cabinets d'experts, pour vous donner toutes les chances de réussir.

Découvrez nos offres d'accompagnement de projets



EXPERTISES INNOVATION

Entrepreneurs, inventeurs, chercheurs, vous souhaitez vérifier le caractère innovant de votre projet ? Vous positionner face à l'état de l'art et aux tendances de marché ? Identifier des niches porteuses ? Préparer une demande de financement ?

L'expertise innovation vous propose une analyse gratuite à 360° et des conseils personnalisés pour faciliter votre développement.

Ce bilan à l'instant T, réalisé sur les dimensions technique, économique, financière et managériale, vous fournira des recommandations et un plan d'actions concret pour booster votre activité.

Découvrez nos offres d'expertises Innovation



NOVONS La Réunion

Contact : contact@nexa.re - www.nexa.re - Tél : 02 62 20 21 21



L'Europe s'engage à La Réunion avec le FEDER - Fonds Européen de Développement Régional

SOMMAIRE

06

NOS ADHÉRENTS ONT DU TALENT

06

ILS NOUS ONT REJOINTS

08

ILS NOUS REPRÉSENTENT

11

LA CPME EN ACTION

12

SUR LE TERRAIN

14

BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS

15

PROCHAINS RDV

16

ÉCHOS DE COMMISSIONS

17

LE DOSSIER

18

LES FORCES DE FRAPPE DE LA CPME RÉUNION

19

SBA : DÉCRYPTAGE D'UN SUCCÈS

21

LOCALEMENT INFLUENT

22

ACTIF AU NATIONAL

24

INCONTOURNABLE EUROPE

25

AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE LOCALE

26

APPROVISIONNEMENT LOCAL DES CANTINES

28

TENDANCES ÉCONOMIQUES

30

NOTRE SÉLECTION

31

RETOUR EN IMAGES



ILS NOUS
ONT REJOINTS



**TONIO BARACCHINI
SEEVEN PARADISE**

Entrepreneur depuis 2014, j'ai adhéré à la CPME Réunion, car c'est un réseau d'accompagnement formidable avec des chefs d'entreprises impliqués, qui défendent d'autres entrepreneurs.



**VIRGINIE & LAURENCE
TERRE PÉI**

Terre Péi a adhéré à la CPME pour rejoindre les acteurs de La Réunion qui bougent. Cette nouvelle famille nous offre l'opportunité de sortir de l'isolement que peuvent vivre les entrepreneurs. La CPME nous a permis de participer au "Trophée Entreprise & Territoire", de bénéficier d'une couverture médiatique et de continuer à accroître la notoriété Terre Péi. Aujourd'hui, nous continuons cette "aventure d'entrepreneurs" entourées, informées et guidées par la CPME. Merci pour votre accueil et pour vos actions au quotidien !



**SOLENN
REMONGIN**

J'ai adhéré à la CPME Réunion car je suis persuadée de l'importance de son rôle aux côtés des TPE-PME, famille à laquelle j'appartiens. La CPME Réunion permet de se regrouper et de faire entendre les problématiques qui sont spécifiques à nos petites structures. C'est aussi un lieu d'échanges et d'entraide, source de développement. Je suis attachée aux valeurs de maintien de la dimension humaine dans l'entreprise et au développement du territoire par cette synergie des TPE-PME.



**RAFIU BOUKARI
SOGEST-ALTODOM**

Nous avons adhéré à la CPME Réunion parce qu'elle représente bien les intérêts des TPE et PME. La CPME est un véritable relais entre les décisions économiques et sociales du monde politique et la vie des entreprises, une véritable source d'information à travers les ateliers organisés par la CPME et le magazine Talents & Territoire. Après 16 années d'activité au service des PME, il nous est apparu important d'apporter notre pierre à l'édifice de la CPME et d'élargir notre réseau.



**JOSEPH POUZOULLIC
FIDENS CONSEIL**

Entrepreneur depuis 2014, j'ai adhéré à la CPME Réunion, car c'est un réseau. J'ai adhéré à la CPME parce que ma société Fidens Conseil partage la vision que les TPE-PME constituent un acteur clé dans le développement de l'économie locale et que les dirigeants ont besoin d'un soutien adapté pour développer leurs activités.



LA CPME RÉUNION EST UNE
GRANDE FAMILLE QUI
ACCOMPAGNE, DÉFEND ET REPRÉSENTE
LES **ENTREPRISES LOCALES.**
REJOIGNEZ-VOUS !

POUR EXISTER,
INFLUER PROGRESSER ENSEMBLE,
REJOIGNEZ LE RÉSEAU
DES TPE/PME.
PENSEZ CPME !

VOTRE CONTACT
POUR ADHÉRER :
MARION KACZOREK
TÉL : 06 92 77 80 63
MAIL : mkaczorek@cpmereunion.re

ILS NOUS REPRÉSENTENT



PATRICIA PAOLI MANDATAIRE POUR "FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA CPME RÉUNION"

ADHÉRENTE DEPUIS DEUX ANS À LA CPME RÉUNION, PATRICIA PAOLI REPRÉSENTE LE SYNDICAT AU TRAVERS DE SES MANDATS À L'IPR (INSTANCE PARITAIRE RÉGIONALE) ET À LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA RÉUNION (CCIR). ELLE EXPLIQUE SON ACTION POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TPE-PME, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION.

DÉVELOPPEUR DE TPE-PME : UNE FORMATION IMPULSÉE PAR LA CPME RÉUNION

Être mandataire pour la CPME Réunion c'est faire entrer, au sein des instances de décisions, les revendications des TPE-PME réunionnaises. Pour illustrer cette mission, Patricia Paoli a choisi un exemple on ne peut plus concret.

"Il y a beaucoup de formations de création d'entreprise mais aucune ne donne accès à une qualification. Or il est important quand on crée son entreprise ou, comme c'est souvent le cas à La Réunion, quand on reprend l'entreprise familiale, d'avoir un bagage et qu'il soit reconnu. C'est rassurant, notamment si l'on cherche des financements. Pour combler ce manque, la CCIR travaille à la mise en place via l'Ecole des managers au titre de niveau II (Bac+3) "Chef d'entreprise développeur de PME". Cette école de l'entrepreneuriat a été impulsée par les mandataires CPME. A peine six mois après notre entrée à la Chambre, nous avons déjà des réalisations concrètes."

POURQUOI AVEZ-VOUS ADHÉRÉ À LA CPME RÉUNION ?

Ce syndicat est représentatif des TPE-PME et de leurs valeurs, celles d'un chef d'entreprise propriétaire de son entreprise. Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, mon domaine d'activité, le discours de la CPME Réunion m'avait également beaucoup séduit. Sur ses positions comme sur ses fondements, j'étais donc en parfait accord avec la CPME Réunion.

COMMENT ÊTES-VOUS DEVENUE MANDATAIRE ?

Je me suis dans un premier temps inscrite à la commission Formation de la CPME Réunion pour apporter ma pierre à cette thématique. J'ai été informée par le directeur de la commission, Thierry Fayet, du renouvellement des mandats au sein de l'IPR. De par mon métier, je connais l'importance que les TPE soient représentées au sein de cette instance. J'ai donc postulé et suis devenue mandataire suppléante d'Eric Matz. Nous siégeons à tour de rôle.

QUEL EST VOTRE RÔLE AU SEIN DE CETTE INSTANCE ?

Nous sommes tous concernés par l'Assurance chômage. Chefs d'entreprises comme salariés, nous cotisons. Notre rôle est de veiller à la bonne application de la convention d'assurance chômage, de statuer sur les situations individuelles de demandeurs d'emploi qui nécessitent un examen particulier et de participer aux plans d'actions locaux de Pôle Emploi. On ne peut donc pas être absent quand des décisions importantes doivent être prises. Il est nécessaire de mobiliser le collège patronal car la politique emploi-formation de Pôle Emploi doit tenir compte des TPE-PME et de leurs spécificités. Nous devons nous faire entendre, et je vous assure que la voix de la CPME compte, mais aussi faire remonter les informations.

VOUS ÊTES ÉGALEMENT MANDATAIRE AU SEIN DE LA CCIR ?

La Chambre, c'est véritablement le Parlement des entreprises. L'enjeu est le développement économique du territoire. Je suis dans plusieurs commissions mais particulièrement engagée dans la commission formation. A travers mon mandat, je fais remonter les besoins des TPE-PME en matière de formation. Anticiper leurs besoins est également fondamental. Nous devons améliorer la cartographie et l'offre de formation de la CCIR en prenant en compte les attentes de nos TPE-PME, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences des entreprises.

VOUS SENTEZ-VOUS INVESTIE D'UNE MISSION ?

Il est particulièrement important de garder le cap stratégique de notre mandature. Des chefs d'entreprises ont voté pour nous et attendent qu'on les représente et qu'on applique notre programme. Il y a donc une vraie confiance à instaurer et à conserver. Cela passe par rendre des comptes régulièrement sur nos actions.

FORMER DES COMMERCIAUX : UN ENJEU MAJEUR

Malgré un fort taux de chômage à La Réunion, de nombreux chefs d'entreprises assurent avoir des difficultés à recruter. Une contradiction mais pas une fatalité. Le rôle des mandataires dans le domaine de la formation : faire coïncider l'offre avec les besoins.

"Nous, mandataires CPME Réunion, avons fait au sein de la Chambre de commerce le constat d'un important déficit de profils commerciaux sur le marché de l'emploi, explique Patricia Paoli. Nos adhérents éprouvent beaucoup de difficultés à recruter sur ces postes. Nous pensons donc qu'il faut promouvoir ce métier auprès des étudiants en montrant qu'il y a d'importants débouchés sur le marché du travail."

Il existe déjà des formations mais elles doivent être améliorées à partir des besoins évalués sur le terrain. Le 1er vice-président de la CCIR et élu CPME, Pascal Plante, a posé clairement le problème et des solutions vont être apportées dont les TPE-PME seront les premières bénéficiaires".

EN VRAI, C'EST EN SE
CONNAISSANT MIEUX
QU'ON PREND LES
BONNES DÉCISIONS.

Solutions
personnalisées
et complètes
pour les pros.

groupama-pro.fr

0262 300 300

appel non surtaxé

contact@groupama-oi.fr



Groupama
Océan Indien
la vraie vie s'assure ici

Groupama Océan Indien - Caisse régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles de l'Océan Indien - 7 rue André Lardy BP 103 97438 Sainte-Marie - 314 635 319 RCS Saint-Denis - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution 61 rue Taitbout 75009 Paris. Document et visuels non contractuels - Ref. Com HP AL/2016 - Crédit photo : Aurélien Chauvaud - Création : Agence Marcel. Avril 2017



MARYSE ABODI “VEILLER À L'ÉQUITÉ” AU CONSEIL DES PRUD'HOMMES

ADHÉRENTE DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES ET MANDATAIRE DE LA CPME RÉUNION AU CONSEIL DES PRUD'HOMMES, MARYSE ABODI NOUS ÉCLAIRE SUR SON RÔLE AU SEIN DE L'INSTANCE ET L'IMPORTANCE POUR LES TPE-PME D'Y ÊTRE REPRÉSENTÉES. SON INTÉGRITÉ ET SES COMPÉTENCES SONT DES ATOUTS INDÉNIABLES POUR LE SYNDICAT.

QUEL EST VOTRE PARCOURS À LA CPME ET LA SOURCE DE VOTRE ENGAGEMENT ?

J'ai commencé ma carrière dans une grosse entreprise appartenant à un groupe où j'ai fini par occuper la fonction de DRH. Confrontée aux problèmes des relations employeurs-salariés, j'ai eu l'opportunité de siéger au Conseil des Prud'hommes (CPH) pendant deux ans dans une autre organisation. Puis j'ai créé ma petite entreprise et, désireuse de continuer à m'investir pleinement dans la vie sociale, la CPME me paraissait la meilleure organisation pour répondre à ces attentes.

POURQUOI ÊTRE SI ATTACHÉE À VOTRE MANDATURE AU CPH ?

Au cours de ma vie professionnelle j'ai pu constater la complexité de l'application des règlements et lois du volumineux Code du travail français. J'ai donc tout naturellement voulu prolonger mon activité au sein du CPH. À La Réunion, les petites et moyennes entreprises occupent une place importante dans le tissu social. Mais bien souvent, les artisans, compétents dans leur métier, ont du mal à s'approprier le Droit du travail qui, outre son aspect pléthorique, change constamment.

EN QUOI EST-IL SI IMPORTANT POUR LA CPME RÉUNION D'ÊTRE REPRÉSENTÉE AU CPH ?

L'importance des TPE-PME dans le tissu économique et social de La Réunion est encore plus marquée que dans l'Hexagone. Or, le volet social ne peut être délaissé à l'heure où les chefs d'entreprise sont invités à adopter la QVT (Qualité de Vie au Travail).

Je souhaite que les artisans et chefs d'entreprise puissent solliciter les conseils de personnes avisées sur le plan social, surtout avant une décision managériale importante comme le licenciement par exemple. Je vois trop souvent au CPH le cas d'entrepreneurs mis en difficulté par des erreurs qui paraissent simples à éviter. La CPME se doit d'être présente en amont pour s'assurer de la juste application du droit au CPH. Salariés et employeurs y sont représentés, ce qui devrait assurer une meilleure appréciation des situations en cause. Le Code du travail ne doit pas constituer "un avantage" pour l'une ou l'autre partie. Il s'adresse aux deux partenaires sociaux que sont les salariés et les employeurs. C'est la raison supplémentaire, s'il en était besoin, de la présence de la CPME au CPH.

COMMENT DÉFINIRIEZ-VOUS VOTRE RÔLE DE MANDATAIRE ET QUELLES VALEURS ÊTES-VOUS ATTACHÉE À DÉFENDRE ?

Dans la vie de l'entreprise, et c'est heureux, les relations humaines prennent de plus en plus de place. La contrepartie, c'est que les attitudes et comportements des acteurs au sein de l'entreprise sont de plus en plus disséqués et parfois se détériorent en conflits qui aboutissent souvent à la saisine du CPH. C'est alors que j'interviens en qualité de mandataire de la CPME.

Mon rôle est de faire appliquer le droit. Face aux syndicats des salariés, qui ont toute leur place, je dois veiller à l'équité dans le strict cadre du Code du travail. Le jugement doit s'intéresser aux faits et seulement aux faits.

MANDATAIRE, MAIS PAS À LA LÉGÈRE

Être mandataire, c'est représenter. Représenter des chefs d'entreprise qui vous ont choisi et vous font confiance. C'est donc une responsabilité qu'il convient de ne pas prendre à la légère. A ce titre, Maryse Abodi a valeur d'exemple. Sa mission, elle la remplit de manière consciencieuse et avec une grande honnêteté.

"L'impartialité impose au juge de s'interdire tout "parti-pris", réel ou apparent, dans sa manière de juger et d'appliquer la loi. Mais aussi dans sa manière de s'adresser aux justiciables, explique-t-elle.

L'efficacité exige de la part du juge d'être toujours attentif aux modifications du Code du travail, de s'informer des jurisprudences. Je me suis donnée les moyens de satisfaire à cette exigence par mon inscription aux études de droit aux universités (locale d'abord puis au CNAM), en participant aux modules de formation organisés par les organisations d'employeurs, et en ayant souscrit à un abonnement au Groupe Revue Fiduciaire et aux Cahiers prud'homaux".



LA CPME EN ACTION

- 12** SUR LE TERRAIN
- 14** BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS
- 15** PROCHAINS RDV
- 16** ÉCHOS DE COMMISSIONS

SUR LE TERRAIN

TROPHÉE ENTREPRISE & TERRITOIRE : UN GRAND VAINQUEUR, LES TPE-PME RÉUNIONNAISES

AU COURS D'UNE SOIRÉE CHALEUREUSE ET CONVIVIALE, OÙ SE SONT ENTREMÊLÉS DISCOURS PASSIONNÉS ET MISES EN AVANT DES TPE-PME RÉUNIONNAISES, ONT ÉTÉ REMIS LES DIFFÉRENTS PRIX DÉCERNÉS DANS LE CADRE DU TROPHÉE ENTREPRISE & TERRITOIRE, INITIATIVE DE LA CPME RÉUNION ET DE GROUPAMA Océan INDIEN.

C'est Tradition 974, l'entreprise de Cédric Daly, qui est lauréate du Trophée Entreprise & Territoire. Zeop, remporte le prix spécial du jury et la team Bureau Recyclage le prix de la meilleure plaidoirie. Voilà pour le premier palmarès du Trophée Entreprise & Territoire imaginé par la CPME Réunion et mis sur pied, avec succès, en un temps record.

Mais, plus globalement, ce qu'ont tenu à souligner tous les acteurs et personnes présentes à cette soirée du 4 mai au Moca (Domaine de Montgaillard) c'est le réel intérêt de mettre ainsi en avant les bonnes pratiques des entreprises réunionnaises et de leurs dirigeants. Stéphano Dijoux, Président de Groupama Océan Indien, Master partenaire de l'événement, s'est dit heureux "d'avoir participé à mettre en lumière les entreprises réunionnaises qui agissent de manière bénéfique pour notre région".

"Il n'y a pas de petites et de grandes entreprises, il n'y a que des grands entrepreneurs"

Même son de cloche du côté de l'IAE, partie prenante du projet puisque ce sont des étudiants qui ont intégré les entreprises candidates pour évaluer leurs bonnes pratiques et ainsi défendre leur dossier devant le jury. Dans la salle, l'émotion était d'ailleurs palpable devant les liens noués entre les étudiants et les chefs d'entreprises, notamment dans l'équipe vainqueur (Tradition 974) composée de Robin Chartier, Arjun Narsy et Indiana Brunin.

Grâce à eux, Cédric Daly s'est vu offrir un pack d'accompagnement pour des salons professionnels d'une valeur de 2000 euros par la Région Réunion, un billet A/R Air France pour la Métropole, la création ou la refonte du site internet de son entreprise par les sociétés Sodirel et Webdesign, le tournage de sa vidéo d'entreprise par le service audiovisuel O'TV et une double-page dans le magazine RéuniMag. Rien que ça.

Retrouvez les photos de cet événement à la page 31



Au-delà des prix et des récompenses, le succès de ce trophée reflète cette volonté des acteurs économiques, et notamment des dirigeants de TPE-PME, de s'inscrire pleinement dans une volonté de bonnes pratiques pour le développement du territoire, de notre territoire. Prolige et enthousiaste, Dominique Vienne, Président de la CPME Réunion, a conclu la soirée d'un énergique : **"il n'y a pas de petites et de grandes entreprises, il n'y a que des grands entrepreneurs qui ont pris le risque de réaliser un rêve, leur rêve ! Les TPE-PME sont des producteurs de bien commun et d'emplois durables, non délocalisables. C'est ce que nous valorisons avec ce trophée : soyons fiers de nos TPE-PME, soyons fiers de notre économie réunionnaise"**.

DANS LES COULISSES DE LA DÉLIBÉRATION...

Un membre du jury du Trophée Entreprise & Territoire a accepté de nous dévoiler, un peu, les coulisses des délibérations. Témoignage.

"Il régnait une ambiance très solennelle dans la salle du jury ! C'était un véritable bunker (aucune connexion téléphonique ni internet). Pour ajouter à la dramaturgie, nous étions sous la surveillance d'un huissier !

Pour une première édition, nous avons tous à cœur de juger en toute impartialité les candidats présélectionnés en ne prenant en compte que les caractéristiques relatives aux cinq critères de notation. Les discussions ont été très denses, les délibérations longues et les résultats serrés ! J'ai apprécié que chacun puisse s'exprimer à tour de rôle. Finalement, c'est quand même à l'unanimité que nous avons désigné le lauréat.

Pour l'anecdote, certains étudiants nous ont proposé de goûter aux produits des candidats quand il s'agissait de denrées. Nous avons bien sûr refusé, le jury du Trophée Entreprise & Territoire était incorruptible !"



COMMENT EST VENUE L'IDÉE D'ORGANISER LE TROPHÉE ENTREPRISE & TERRITOIRE ?

Le Trophée Entreprise & Territoire, c'est l'histoire d'un rêve. En tant que syndicat patronal, nous défendons les intérêts de nos chefs d'entreprise mais aussi l'envie d'entreprendre. Nous nous sommes dits : "on défend, on propose... mettons aussi en lumière".

Car oui, l'environnement est difficile et nous avons des entrepreneurs passionnés qui se battent au quotidien pour leur entreprise. Mettons-les en lumière ! Valorisons aussi les entreprises qui développent les circuits locaux, qui créent de l'effet multiplicateur sur le territoire.

Récompensons ces entreprises pour mettre en avant ces démarches vertueuses, pour illuminer les petites actions du quotidien qui font avec le temps la différence, montrons que la performance collective amène de la performance individuelle. Comment on récompense ? En créant un trophée.

QU'EST-CE QUI A FAIT DE CET ÉVÉNEMENT UNE SI BELLE RÉUSSITE ?

Parce qu'il y a eu, autour de ce projet, une énergie indescriptible. On a cherché un sponsor et nous savions que Groupama, qui avait fait son AG sur le "consommer péi", était sensible à ces questions. Ils nous ont dit "oui". De là, tout est parti.

Nous sommes très sensibles à embarquer la jeunesse dans nos projets. On a donc été voir l'IAE, qui a dit "oui". La mobilité est capitale pour les entreprises. Alors nous avons été voir Air France. Ils ont dit "oui".

Pour mettre tout cela en exergue, on a fait appel à un média positif : RéuniMag. Bianca Guduff a dit "oui".

Évidemment, un tel projet, sans le soutien de l'acteur régional qui accompagne le développement économique, était impossible. La Région a dit "oui".

Emarket data et Leclerc, entreprises adhérentes, ont généreusement ajouté des lots pour les entreprises et les étudiants.

Et voilà notre comité de pilotage formé ! Pas à pas, nous avons avancé. Chaque mois, ce comité s'est réuni. Tous les partenaires ont mis leurs collaborateurs à contribution. Dès que nous avions une difficulté, ils réussissaient à la contourner, à la dépasser, quitte à renforcer leur engagement. Et puis il y avait cette chose invisible à l'œil nu et qui était si palpable : l'envie.

SANTHI VÉLOUPOULÉ

"UNE OCCASION UNIQUE DE DÉMONTRER SON ENGAGEMENT POUR LE TERRITOIRE"

DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE LA CPME RÉUNION, SANTHI VÉLOUPOULÉ REVIENT SUR LA FORMIDABLE AVENTURE QU'A REPRÉSENTÉ LA PREMIÈRE ÉDITION DU TROPHÉE ENTREPRISE & TERRITOIRE ET SE PROJETTE, DÉJÀ, À L'ANNÉE PROCHAINE.

LE TROPHÉE VA-T-IL ÊTRE RENOUVÉLÉ L'ANNÉE PROCHAINE ?

Cette cérémonie était magique : nous avons rassemblé 300 personnes animées par le sentiment positif de contribuer à nourrir l'économie du territoire Réunion qui nous donne tant.

Dans cette salle, tout le monde était là, si proche, sans barrière, sans silo, sans jugement : les chefs d'entreprise étaient assis avec les étudiants, les institutionnels et les politiques. Il n'y avait pas d'âge, juste la fierté d'être un contributeur économique, chacun à son échelle.

Mailler de manière aussi inédite la jeunesse et l'entrepreneuriat, mettre en valeur, montrer à tous les Réunionnais quels sont les savoir-faire et les aptitudes de nos talents locaux : voilà pourquoi cela va être renouvelé l'année prochaine !

QUELLES SERONT LES NOUVEAUTÉS ?

Après cette première édition, nous avons fait un bilan et il y a bien entendu beaucoup d'axes perfectibles. Les étudiants et les chefs d'entreprise ont vraiment aimé se rencontrer et échanger dans ce format : nous veillerons à accentuer ce lien.

Nous souhaitons aussi ouvrir le Trophée aux entreprises réunionnaises dans leur ensemble, car pour cette première édition la primeur a été donnée à nos adhérents. Enfin, les gagnants d'hier seront, on l'espère, les partenaires de demain !

Le Trophée Entreprise & Territoire est une occasion unique de démontrer son engagement pour le territoire réunionnais et de valoriser les compétences locales. Les entreprises qui contribuent à relocaliser de la valeur sur leur île doivent le faire savoir : entrepreneurs, n'hésitez donc pas à candidater l'année prochaine !



BRÈVES D'ÉVÉNEMENTS

CITÉ DES ENTREPRENEURS : DES ATELIERS CONCRETS ET PRATIQUES

Rupture conventionnelle, transmission d'entreprise, procédure prud'homale, adaptabilité des locaux au handicap... des sujets qui concernent, quotidiennement, les chefs d'entreprise réunionnais. Dans sa volonté constante de les accompagner, la CPME Réunion a mis en place la Cité des Entrepreneurs.

En plus d'apporter des réponses rapides, pratiques et concrètes, la Cité des Entrepreneurs organise désormais, les derniers mardis de chaque mois, des ateliers animés par des experts. Le 30 mai, à l'hôtel Le Récif, à St-Gilles, une quinzaine de chefs d'entreprises étaient présents pour assister aux deux premiers ateliers.

Sur la thématique de la rupture conventionnelle, un avocat est intervenu. Une simulation d'entretien a été effectuée avec un participant pour rendre l'atelier vivant et proactif. Un format qui a beaucoup plu et permis de développer les échanges. Le second, plus technique, était consacré à la transmission d'entreprise.



LÉGISLATIVES : DES CANDIDATS RÉPONDENT AUX LYCÉENS

Dans le cadre des élections législatives, la CPME Réunion, l'association des anciens de Sciences Po à La Réunion et Le Quotidien, ont organisé deux rencontres-débats entre des lycéens et des candidats.

À l'hôtel la Villa Delisle (St-Pierre), le 5 juin, et à l'hôtel Best Western (St-Denis), le 7 juin, les jeunes ont pu interroger les politiques présents en toute liberté. Ce contexte inédit a permis un échange beaucoup moins conventionnel et a donné lieu à des débats.

Réforme du Code du Travail, suppression d'emplois publics, intégration du taux de chômage local dans le taux national, transition écologique, aménagement du territoire, tourisme ou encore crise requin, aucun des thèmes majeurs pour La Réunion n'a été laissé de côté. Une initiative qui a plu et à renouveler.

P2ER : LA CPME RÉUNION INITIE LES ÉTUDIANTS À LA RSE

Thématique cruciale pour nos entreprises et tenant particulièrement à cœur la CPME Réunion, la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) a fait l'objet d'un événement original en partenariat avec le Pôle Entrepreneur-Etudiant de La Réunion (P2ER). Le 26 avril, 150 étudiants étaient conviés à un "Happy hour" sur le sujet.

Un quoi ? "La RSE est fondamentale aujourd'hui. On peut se contenter de pratiquer une RSE cosmétique ou on peut choisir de mettre en place une RSE stratégique. Dans ce cas, c'est comme un happy hour : tout le monde est gagnant !". Voilà comment Eric Leung, administrateur de la CPME Réunion et qui intervenait pour l'occasion, a expliqué la démarche.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que celle-ci a suscité l'adhésion des étudiants présents, invités à plancher par petits groupes sur des démarches RSE innovantes. Tourisme culturel, conciergerie low-cost, crèche mélangeant enfants et personnes âgées, beaucoup d'idées et d'enthousiasme ont émaillé la journée.

PROCHAINS RDV

COMMISSION EMPLOI, FORMATION & JEUNESSE

🕒 Jeudi 24 août 2017
13h00-15h00

📍 CAP FORMATION
Le Port

COMMISSION ÉCONOMIE NUMÉRIQUE & INNOVATION

🕒 Mardi 5 septembre 2017
11h00-13h30

📍 Nord

CLUB ENTREPRENEURS

🕒 Jeudi 14 septembre 2017
17h30-19h30

📍 Hôtel Alamanda
Saint-Gilles-les-Bains

ATELIER PAR LA CITÉ DES ENTREPRENEURS

🕒 Mardi 25 juillet 2017
7h30-8h30

📍 Hôtel Dina Morgabine
La Saline



COMMISSION SOCIALE

🕒 Lundi 18 septembre 2017
12h00-14h00

📍 CROWE HORWATH
Saint-Denis

PARCOURS DE LA FORME

🕒 Jeudi 28 septembre 2017
À partir de 14h00

📍 Complexe sportif Daniel Narcisse
La Possession

ÉCHOS DE COMMISSIONS



COMMISSION ÉCONOMIE NUMÉRIQUE & INNOVATION :

LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DIGITALE DÉCORTIQUÉE

La Commission ENI, pour Économie Numérique & Innovation, s'est déroulée le 6 juin au nouveau siège de la CPME, à Pierrefonds. C'est une nouvelle entreprise adhérente, Seyes, qui a animé cette conférence sur le thème de la communication digitale et des différentes stratégies à déployer.

"Si vous rendez vos clients mécontents dans le monde réel, ils sont susceptibles d'en parler chacun à 6 amis. Sur Internet, vos clients mécontents peuvent en parler chacun à 6000 amis". Cette célèbre phrase du CEO d'Amazon, Jeff Bezos, a servi d'introduction au sujet. Parmi les 11 participants, 10 étaient des professionnels du numérique ce qui a permis des rencontres et des échanges très qualitatifs sur le sujet.

Des pistes ont également été lancées pour sensibiliser les adhérents CPME à la transition numérique et digitale, un enjeu majeur pour les TPE-PME.



COMMISSION EMPLOI, FORMATION & JEUNESSE :

INSCRIRE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SBA

Le 1er juin, la Commission Emploi, Formation & Jeunesse (EFJ) s'est réunie au siège de la CPME Réunion. Les présents, au nombre de huit, ont abordé trois sujets. Tout d'abord, un rappel du rôle des mandataires a été effectué et la création d'une sous-commission "organismes de formation" proposée. Plus sur le fond, la proposition d'inscrire la formation professionnelle dans la Stratégie du Bon Achat a été évoquée et a rencontré un écho favorable auprès des participants.



LE
DOSSIER

LES FORCES
DE FRAPPE
DE LA CPME
RÉUNION

- 19 SBA : DÉCRYPTAGE D'UN SUCCÈS
- 21 LOCALEMENT INFLUENT
- 22 ACTIF AU NATIONAL
- 24 INCONTOURNABLE EUROPE

LES FORCES DE FRAPPE DE LA CPME RÉUNION



DÉFENDRE ET REPRÉSENTER. VOILÀ LE CREDO DE LA CPME RÉUNION. DÉFENDRE ET REPRÉSENTER CE QUI EST LE CŒUR BATTANT DE L'ÉCONOMIE RÉUNIONNAISE : LES TPE-PME. FACILE À DIRE, MAIS COMMENT CELA SE MATÉRIALISE-T-IL ? QUELS MOYENS LA CPME RÉUNION UTILISE-T-ELLE POUR DÉFENDRE ET REPRÉSENTER SES ADHÉRENTS ? QUELS SONT SES RELAIS ?

QUE CE SOIT AU NIVEAU LOCAL, NATIONAL OU EUROPÉEN, LE SYNDICAT S'APPUIE SUR SON RÉSEAU, SON SAVOIR-FAIRE ET SA PUISSANCE DE TRAVAIL POUR PESER SUR LES DÉCISIONS POLITIQUES ET FAIRE EN SORTE QUE LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE SOIT PLUS FAVORABLE À L'ÉPANOUISSEMENT DES TPE-PME.

MANDATAIRES, ÉLUS, REPRÉSENTANTS ET MÊME SALARIÉS ET ADHÉRENTS, TOUS PARTICIPENT À CETTE ENTREPRISE.

POUR S'EN RENDRE COMPTE, QUOI DE MIEUX QUE DE DONNER LA PAROLE À CEUX QUI SONT EN CONTACT AVEC LES FORCES VIVES DE LA CPME RÉUNION ET SE FONT LES RELAIS DE SES IDÉES, SES COMBATS, SES VALEURS. DE DANIELÉ LE NORMAND À YOUNOUS OMARJEE, EN PASSANT PAR MICHEL MAGRAS ET FRANÇOIS ASSELIN, TOUS ONT ÉTÉ AUX CÔTÉS DU SYNDICAT POUR MENER DES BATAILLES ET TOUS TÉMOIGNENT DE SON RÔLE MAJEUR POUR REPRÉSENTER LES TPE-PME RÉUNIONNAISES.



ADOPTION DU SBA DÉCRYPTAGE D'UN SUCCÈS

LA CPME RÉUNION MILITE ET ŒUVRE POUR LE SBA AU PLAN LOCAL, NATIONAL ET DÉSORMAIS OCÉANIQUE. POUR ATTEINDRE SON OBJECTIF ET PERMETTRE AUX TPE-PME UN MEILLEUR ACCÈS À LA COMMANDE PUBLIQUE, LE SYNDICAT A USÉ DE PLUSIEURS MOYENS D'ACTIONS. RÉSEAU, FORCE DE PERSUASION, VOLONTÉ ET COMPÉTENCE : AUTOPSIE D'UN SUCCÈS.

ÉTAPE 1 : RASSEMBLER ET MILITER LOCALEMENT

Depuis 2010, la CPME Réunion milite, via le SBA, pour que la commande publique soit un levier de développement économique pour les TPE-PME locales.

En six ans, le syndicat patronal a rassemblé 13 autres organisations professionnelles au sein d'un espace de dialogue entre les entreprises et les donneurs d'ordre et l'association SBA est née le 18 juin 2016. Depuis, elle a signé 13 SBA avec des collectivités, des SEM, des établissements publics. La CPME Réunion préside l'association qui se réunit en COPIL mensuellement.

Dans les instances locales, la CPME Réunion porte à la connaissance de tous les acteurs que son leitmotiv est la valorisation des savoir-faire locaux. Un travail de l'ombre quotidien.

ÉTAPE 2 : ÉTENDRE ET INFLUER NATIONALEMENT

En 2016, la CPME Réunion a porté à la connaissance de la Ministre des Outre-mer, et donc au plan national, sa démarche SBA. Le syndicat a souligné l'importance du fait que relocaliser la commande publique est indispensable pour développer et renforcer l'économie locale réunionnaise.

Cette démarche a été présentée à l'ensemble des confrères ultramarins et le projet est toujours d'actualité. Dans le même temps, le projet est présenté à l'ensemble des députés locaux ainsi qu'au député européen Younous Omarjee. L'idée est de lui proposer de mettre en place, parallèlement, un SBA à l'échelle Océanique pour renforcer la position nationale au niveau européen.

Au moment où la Loi Egalité Réelle va être défendue par la Ministre Ericka Bareigts, la CPME contacte l'ensemble des députés locaux pour leur expliquer l'importance de voter pour cet article 19 dans l'intérêt du développement de notre économie.

La CPME Réunion appuie également la position du sénateur Michel Magras, qui défend ce projet, puis lors de la Conférence économique du bassin de l'Océan Indien du 23 février 2017 au Sénat.

Enfin, la presse nationale est également sollicitée afin d'expliquer que la démarche SBA existe déjà à La Réunion, n'a pas attendu une loi, et donne des résultats.

Le 14 février 2017 la Loi pour l'Égalité Réelle est adoptée par le Parlement puis est promulguée par le Président de la République le 28 février 2017. L'article 19 prévoit, à titre expérimental, l'adoption de la Stratégie du Bon Achat dans les collectivités d'Outre-mer.

ÉTAPE 3 : VEILLER À L'APPLICATION CONCRÈTE

Désormais, la CPME Réunion travaille à s'assurer de la mise en œuvre de cette loi pour que nos entrepreneurs en profitent réellement.

Dans le cadre de sa contribution aux élections législatives (mesure 2), le syndicat demande à : "Saisir le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) afin qu'il pilote la coordination et l'évaluation de la mise en œuvre de la Loi Égalité Réelle Outre-mer (en particulier de l'article 73 qui prévoit que les acheteurs publics peuvent réserver jusqu'à un tiers de leurs marchés aux petites et moyennes entreprises locales)". La CPME est en étroite relation avec ses partenaires ultramarins afin de faire vivre cette possibilité, qu'elle soit concrètement utilisée et que les bonnes pratiques réunionnaises soient dupliquées pour une utilisation maximale de la commande publique.

FORUM DES RUP À BRUXELLES : LA CPME VEUT UN SBA OCÉANIQUE

PRÉSENTE AU 4ÈME FORUM DES RÉGIONS ULTRAPÉRIPHÉRIQUES D'EUROPE, LA CPME S'EST MONTRÉE OFFENSIVE AVEC DES PROPOSITIONS VISANT À FAIRE DES RUP DES LEVIERS DE CROISSANCE VIA L'OUVERTURE DE NOUVEAUX MARCHÉS POUR L'UNION EUROPÉENNE. LE SBA OCÉANIQUE EST EN MARCHÉ !

Les 30 et 31 mars dernier, à Bruxelles, se tenait un rendez-vous de haute importance pour les TPE-PME réunionnaises. Le Forum des Régions Ultrapériphériques (RUP) d'Europe permet à chaque fois de mettre sur la table les spécificités de ces régions pour adapter les politiques européennes à leur réalité. Pour cette 4ème édition, c'est l'intégration des RUP dans leurs marchés voisins, élément clé de leur développement socio-économique, qui était au cœur des discussions. La CPME Réunion était naturellement présente pour défendre ses positions.

C'est Dominique Vienne, Président de la CPME Réunion, et Santhi Véloupoulé, Déléguée Générale du syndicat, qui étaient présents au Parlement Européen de Bruxelles pour faire entendre la voix des TPE-PME réunionnaises. Trois dossiers interconnectés ont été mis sur la table : développer les RUP pour étendre les frontières économiques de l'Europe, mettre en place un SBA Océanique, insister sur le fait que l'Union Européenne (UE) dispose des moyens juridiques pour cette stratégie de développement.

Développer des pôles de recherche et d'innovation dans les RUP

Après le SBA européen, intégrant un principe de "priorité aux PME", c'est un SBA Océanique qu'il est nécessaire de mettre en place. Il permettra de flécher des aides européennes vers les TPE/PME des RUP, pour en faire des pôles d'attractivité. Car, et c'est tout l'objet de l'intervention de la CPME, les RUP sont une chance pour l'Europe. En leur donnant les moyens de se développer, elles étendront de fait les frontières de l'Union Européenne.

Par leur situation géographique et leur environnement naturel mais également grâce au dynamisme de leurs économies, elles se distinguent au sein de leur environnement régional et doivent permettre à l'UE de rayonner dans des domaines variés tels que l'éducation, la protection du patrimoine naturel ou encore le tourisme. Mieux, leurs caractéristiques particulières par rapport aux États européens sont d'incroyables potentiels pour développer recherche et innovation dans le domaine du développement durable. Énergie, économie de la mer, économie verte et bleue, les possibilités sont infinies.

S'appuyer sur l'article 349 pour instaurer des Zones d'échanges exclusives



Pour développer de véritables pôles d'innovation et de compétitivité dans ces régions, l'Europe dispose déjà des moyens juridiques nécessaires. L'article 349 du traité a vocation à compenser les handicaps structurels par des mesures portant notamment sur les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, et les conditions d'accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de l'Union. Tout comme cet article doit permettre aux RUP françaises de continuer à bénéficier du régime de l'octroi de mer, il autorise l'instauration de ZEE : Zones d'échanges exclusives.

Dominique Vienne conclut : *"Économie grise (numérique et connaissance), économie bleue (océan et aquaculture), économie verte (tourisme, alimentaire, biodiversité) : grâce à ses RUP, l'Europe peut tenir une place prépondérante sur ces marchés stratégiques. Ainsi, dans chaque zone où elle peut rayonner, l'Union pourrait contribuer à l'instauration de pôles d'attractivité européens (PAE), dont les opérateurs seraient les RUP, appuyées par leurs TPE-PME. Cette politique phare de l'Union Européenne en faveur des TPE-PME Océaniques pourrait être nommée SBA Océanique, en faisant ainsi des fonds européens, un levier de développement économique pour les pays membres"*.



LOCALEMENT INFLUENT



DANIÈLE LE NORMAND

"LA CPME INCARNE LE TISSU ÉCONOMIQUE RÉUNIONNAIS"

ENGAGÉE AUTANT QU'INFLUENTE, DANIELÈ LE NORMAND EST CONSEILLÈRE RÉGIONALE, VICE-PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES. ARDENTE DÉFENSEUSE D'UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BASÉ SUR L'ANCRAGE TERRITORIAL, ELLE EST UN RELAIS INCONTOURNABLE POUR LA CPME RÉUNION DANS SON ACTION DE REPRÉSENTATION DES TPE-PME.

QUELLE EST LA SOURCE DE VOTRE ENGAGEMENT POLITIQUE À LA RÉGION RÉUNION ?

J'ai simplement accepté la proposition de mettre mon énergie au service du développement de La Réunion par l'économie et pour le social. Sur un petit territoire insulaire comme le nôtre, il y a certes beaucoup de choses à faire et en même temps tout est faisable. L'important est que l'on sache échanger, partager et construire ensemble. C'est d'ailleurs pour cette raison que je mets un point d'honneur à travailler avec les organisations patronales et la CPME Réunion en particulier.

POURQUOI PARTICULIÈREMENT LA CPME RÉUNION ?

Parce qu'elle incarne de manière très pratique et pragmatique le tissu économique réunionnais composé à 98% de TPE. C'est donc ensemble que nous devons trouver un modèle de développement adapté à la société réunionnaise et ses petites entreprises. Pour être concrète, je pense que quand un patron de TPE embauche un premier apprenti, cela ne devrait rien lui coûter pendant trois ans. Trois ans plus tard, nous avons créé un emploi pérenne. Voilà un modèle de développement économique avec des retombées sociales.

CONCRÈTEMENT, COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS POUR APPORTER DES RÉPONSES AUX PROBLÉMATIQUES DES CHEFS D'ENTREPRISES RÉUNIONNAIS ?

Grâce à nos échanges, nous pouvons mettre en place des solutions adaptées. Je pense notamment à l'outil d'accompagnement numérique SAV pour "Soutenir, Accompagner, Valoriser". Il permet aux chefs d'entreprise et aux porteurs de projets, en se connectant sur la plate-forme et en renseignant quelques informations, d'avoir accès à toutes les fiches des Fonds européens et diverses aides auxquelles ils peuvent prétendre et de prendre rendez-vous avec un conseiller. Cette innovation, que partage la CPME Réunion, a été possible grâce à un important travail collaboratif notamment avec les Chambres consulaires.

QUELS SONT VOS MOYENS D'ACTION ?

Avec la loi NOTRe, qui a renforcé les compétences de la Région, via le Pilier 3 du Projet régional "Libérer les entreprises, libérer les énergies", et en collaboration avec les différents organes de représentation, nous cherchons à apporter des solutions économiques immédiates tout en se projetant dans le futur.

"Adapter les marchés publics pour que l'achat serve le territoire"

La solution passe forcément par soutenir la production locale et l'économie circulaire. Dans ce cadre, le SBA, porté par la CPME Réunion, est un atout majeur dans l'assise de notre développement. Il ne sert à rien d'investir si l'on ne valorise pas les circuits courts dans l'agriculture, l'élevage, mais aussi le BTP. Tout en respectant le droit, nous devons adapter les marchés publics pour que l'achat serve le territoire.

VOUS SEMBLEZ PARTAGER DE NOMBREUSES VALEURS AVEC LA CPME RÉUNION ?

Mon travail à la Région, mais aussi au CESER avec Dominique Vienne le président de la CPME Réunion, c'est de défendre l'ancrage territorial. Nos entreprises peuvent et doivent avoir des ambitions internationales, mais pour rayonner elles doivent d'abord exister localement, être ancrées dans leur terroir. C'est pourquoi nous attachons beaucoup d'importance à développer les démarches RSE dans les entreprises car cela donne du sens. La loi NOTRe, c'est la loi de l'ancrage territorial, par et pour la collectivité en charge de l'économie, la Région. Et l'Économie, c'est avant tout les entreprises qui en sont les acteurs avec comme objectif pour notre territoire la création d'emplois et de valeur. A nous de les faire vivre.



FRANÇOIS ASSELIN

“LOBBYING N'EST PAS UN MOT TABOU”

PRÉSIDENT DE LA CPME, FRANÇOIS ASSELIN EXPLIQUE, SANS DÉTOUR, LE RÔLE DU SYNDICAT AU NIVEAU NATIONAL. RELAIS LOCAUX, APPUIS POLITIQUES, LOBBYING, IL LÈVE LE VOILE SUR LES MOYENS D'ACTION DE LA CPME TOUT EN RAPPELANT LES VALEURS AUXQUELLES EST ATTACHÉ LE SYNDICAT.

QUEL EST LE RÔLE DE LA CPME AU NIVEAU NATIONAL ET COMMENT TRAVAILLE-T-ELLE AVEC SES DIFFÉRENTES BRANCHES ET ANTENNES LOCALES ?

La CPME est un syndicat interprofessionnel et, à ce titre, a deux grands pôles : ses branches et ses territoires. Nous avons près de 200 branches adhérentes et sommes présents dans tous les départements français, y compris les DOM-COM. C'est donc un gros réseau qui alimente notre réflexion de manière “top-down” (ndlr descendante) mais également “bottom up” (ndlr ascendante). Pour la présidentielle, par exemple, nous avons interrogé tous nos territoires et nos branches pour fournir 89 propositions dans les domaines social, économique et environnemental.

QUELS RELAIS POLITIQUES UTILISEZ-VOUS ENSUITE POUR FAIRE PASSER VOS IDÉES ?

Nous allons partout où se trouvent les personnes susceptibles de décider. Au niveau local, nous nous appuyons sur nos territoires pour discuter avec les élus territoriaux. Particulièrement ceux siégeant dans les Conseils régionaux qui ont un rôle très important au niveau économique.

“Faire de La Réunion un laboratoire qui serve d'exemple aux autres territoires”

Au plan national, nous discutons avec les parlementaires, là encore grâce à nos antennes territoriales qui sont en contact avec députés et sénateurs. Enfin, nous sommes en lien direct avec le gouvernement, les ministres, les cabinets. Parfois on les sollicite mais c'est souvent l'inverse.

Y-A-T-IL D'AUTRES MOYENS D'AGIR ?

Bien sûr. Il y a également toutes les instances dans lesquelles nous avons des mandataires. Plus de 2000 mandataires dans près de 400 instances où des décisions économiques importantes sont prises, cela représente une force de frappe considérable. Et pour que tous ces moyens soient efficaces, il faut les organiser. Ça, c'est notre travail au niveau national.

POUR PRENDRE L'EXEMPLE CONCRET DU SBA, COMMENT CELA S'EST DÉROULÉ ?

Le SBA, c'est un projet vraiment réunionnais. La CPME Réunion a réfléchi sur la manière de développer son territoire en favorisant l'économie circulaire. C'est une véritable approche de terrain et bottom-up. Nous avons trouvé l'idée très pertinente et l'avons relayée au plan national pour la diffuser et la mettre à profit de l'ensemble de notre réseau. Pour l'accompagner au niveau des instances, nous avons agi auprès du gouvernement et plus précisément de Bercy mais aussi au niveau européen. L'objectif est de faire de La Réunion un laboratoire qui serve d'exemple aux autres territoires.

PEUT-ON PARLER DE LOBBYING POUR QUALIFIER VOTRE ACTION ?

Lobbying n'est pas un mot tabou ! C'est notre rôle de défendre nos ressortissants et de faire des propositions. Je ne crois pas au syndicalisme d'appareil, en revanche le syndicalisme de projets et d'idées a un bel avenir. Utiliser son influence pour rendre service au bien commun est une bonne chose. A travers le SBA par exemple, on améliore la situation des adhérents réunionnais mais plus généralement on sert le bien commun. Les actions que nous portons permettent d'assurer la réussite économique du pays. Le lobbying, tant qu'il est transparent et correspond aux valeurs de la République est donc positif. Le petit plus de la CPME, c'est que toutes nos actions doivent également être intimement liées à nos valeurs humaines.



MICHEL MAGRAS

COMMENT J'AI DÉFENDU LE SBA AU SÉNAT

LE SÉNATEUR MICHEL MAGRAS, RAPPORTEUR POUR AVIS DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES POUR LE PROJET DE LOI RELATIF À L'ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER, A LARGEMENT CONTRIBUÉ À L'INTÉGRATION DE L'ARTICLE RELATIF AU SBA DANS LE TEXTE DÉFINITIF. POUR Y PARVENIR, IL A TRAVAILLÉ EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES REPRÉSENTANTS DES ENTREPRISES ULTRA-MARINES ET NOTAMMENT LA CPME RÉUNION.

COMMENT S'EST DÉROULÉE L'ADOPTION DE LA LOI ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER ET NOTAMMENT L'INTÉGRATION DE L'ARTICLE RELATIF AU SBA ?

J'ai été chargé du SBA en tant que rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques. Au Sénat, la Commission des lois qui avait été saisie au fond du texte considérait que le SBA soulevait une question constitutionnelle et s'y est opposée. C'est alors non plus comme rapporteur mais en tant que sénateur que j'ai porté un amendement visant à maintenir le SBA dans le texte. En dépit des réserves de la Commission des lois, l'article a été voté à l'unanimité.

VOUS VOUS ÊTES ENGAGÉ PRESQUE PERSONNELLEMENT, POURQUOI ?

C'est une mesure à laquelle je crois profondément et la réussite des entreprises locales est au cœur de notre mission. Pour tout vous dire, nous avons même été plus loin que le texte initial puisque pour les marchés publics de plus de 500.000 euros nous avons introduit l'obligation pour les candidats de proposer des plans de sous-traitance des entreprises locales.

POUR VOUS FORGER CETTE CONVICTON, VOUS AVEZ PROBABLEMENT ÉCOUTÉ LES ATTENTES DES ENTREPRISES ULTRA-MARINES ET DE LEURS REPRÉSENTANTS ?

Bien entendu ! C'est même tout le travail d'un rapporteur. Pour le SBA, nous avons organisé des dizaines d'auditions que ce soit à Paris ou en visioconférence.

“Je crois à la différenciation territoriale”

Entreprises mais aussi collectivités ont été écoutées et cela m'a renforcé dans l'idée que cette mesure était nécessaire pour nos économies ultra-marines.

DE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, QUELS SONT LES MOYENS D' ACTIONS POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES ENTREPRISES ULTRA-MARINES ?

Depuis 2011, il existe une Délégation sénatoriale aux Outre-mer que je préside depuis 2014. Son rôle est d'informer le Sénat sur la situation des collectivités d'Outre-mer et de veiller à la prise en compte des caractéristiques, des contraintes et des intérêts propres de ces collectivités et au respect de leurs compétences. Elle n'a pas de pouvoir législatif mais elle fait des préconisations et les sénateurs, députés ou membres du gouvernement peuvent se saisir des questions soulevées.

LÀ ENCORE, LES ORGANISATIONS COMME LA CPME, REPRÉSENTANTS LES ENTREPRISES D'OUTRE-MER, JOUENT UN RÔLE IMPORTANT POUR FAIRE REMONTER LEURS BESOINS SPÉCIFIQUES ?

Pour reprendre l'exemple du SBA, nous avons auditionné et écouté avant le vote, mais ce n'est pas terminé. Il a été adopté pour une période d'expérimentation de cinq ans. Désormais, nous allons devoir en faire un bilan, écouter les doléances, voir ce qui a bien ou moins bien fonctionné, afin de pouvoir l'améliorer et surtout le pérenniser. Nous devons poursuivre cette dynamique en nous appuyant sur nos relais.

JUSQU'OU POUVONS-NOUS ESPÉRER FAIRE ÉVOLUER LA LÉGISLATION POUR PERMETTRE QU'ELLE SOIT PLUS ADAPTÉE À NOS TERRITOIRES ET NOS ENTREPRISES ?

Je pense que le droit ne doit pas être figé. Pour rester sur le même thème, le Code des marchés publics n'est pas intégralement adapté aux territoires d'Outre-mer et l'intégration du SBA est une première adaptation. Je crois à la différenciation territoriale mais l'adaptation ne doit pas se faire du national vers l'Outre-mer mais dans l'autre sens. C'est aux territoires ultra-marins d'impulser ces changements.

INCONTOURNABLE EUROPE



YOUNOUS OMARJEE

“ÉCOUTER LES ATTENTES ET BESOINS DES ACTEURS”

DÉPUTÉ EUROPÉEN DEPUIS 2012, YOUNOUS OMARJEE DÉFEND LES INTÉRÊTS DE LA RÉUNION ET DE SES ENTREPRISES AVEC ACHARNEMENT. AU CŒUR DU SYSTÈME, IL EST UN TÉMOIN PRIVILÉGIÉ DES LUTTES D'INFLUENCE ET UN RELAIS INCONTOURNABLE POUR FAIRE AVANCER LES DOSSIERS IMPORTANTS POUR NOTRE ÉCONOMIE.

représentation locaux concernés et leurs relais, mais aussi avec les collectivités et les élus. Et inversement, je me tiens toujours disponible pour écouter les attentes et besoins des acteurs, et les défendre activement au Parlement européen et auprès de la Commission européenne.

“Avancer concrètement dans les intérêts de La Réunion et de son économie locale”

Je reçois aussi régulièrement des délégations de représentants d'organismes locaux à Bruxelles ou Strasbourg. Et puis bien sûr, pour parler à bâton rompu, il y a le téléphone, je passe beaucoup de temps avec tout le monde au téléphone.

PLUS PARTICULIÈREMENT, COMMENT COLLABOREZ-VOUS AVEC LA CPME RÉUNION ?

Mes relations avec la CPME Réunion, son président Dominique Vienne et ses représentants, ont toujours été bonnes et fructueuses. À chaque fois que nous nous voyons, à Bruxelles ou à La Réunion, nous échangeons sur l'ensemble des dossiers européens et ultramarins. Cela nous permet d'avancer concrètement dans les intérêts de La Réunion et de son économie locale.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LE LOBBYING ET COMMENT VOUS POSITIONNEZ-VOUS PAR RAPPORT À CETTE PRATIQUE TRÈS RÉPANDUE À BRUXELLES ?

S'il faut rester prudent face à certains lobbys, tous les lobbys ne sont pas mauvais. Le rôle d'un député, c'est d'écouter tout le monde pour ensuite être en capacité de trancher en visant la défense de l'intérêt général. Personnellement, je refuse rarement de rencontrer des représentants d'intérêts qui me sollicitent au sujet de tel ou tel dossier. Je le fais toujours dans mon bureau à Bruxelles, en présence de collaborateurs travaillant directement sur les dossiers en question, afin d'aborder les aspects techniques des dossiers et comprendre le plus objectivement possible les raisons de tel ou tel positionnement public. Rencontrer ne veut pas dire être d'accord, et je suis attaché à faire le choix de mes positions de manière éclairée et fidèle à mes convictions.

COMMENT DÉFINIRIEZ-VOUS VOTRE RÔLE DE DÉPUTÉ EUROPÉEN ET COMMENT REPRÉSENTER AU MIEUX LES INTÉRÊTS DE LA RÉUNION À BRUXELLES ?

Être député européen, c'est par nature être élu pour voter et débattre des lois européennes, penser, agir, prendre part aux débats sur le devenir de l'Europe et bien sûr exercer un devoir de contrôle de l'action de la Commission Européenne. Mais c'est avant tout pour moi la défense de La Réunion, des Outre-mer français et des Régions Ultrapériphériques. L'un ne peut d'ailleurs aller sans l'autre.

Si vous ne faites que penser à débattre des lois européennes, vous laissez de côté les régions d'où vous êtes élus, et à contrario, si au Parlement vous ne vous occupez que des questions de vos régions, vous n'avez que peu de crédibilité devant vos collègues. J'ai donc opté pour remplir les deux rôles pleinement : être un député européen à temps plein et être un député des Outre-mer à temps plein. C'est un chemin exigeant fait de beaucoup de travail, mais c'est le seul qui permette non seulement de représenter au mieux, mais surtout de défendre au mieux les intérêts de La Réunion en Europe.

AU QUOTIDIEN, COMMENT CELA S'ORGANISE-T-IL ?

Cela signifie être en contact permanent avec les Outre-mer, leurs acteurs socio-économiques, leurs autorités locales et de manière générale la société civile ultramarine, pour anticiper les dossiers, comprendre les attentes, les difficultés et parfois les craintes, et tenir tout le monde informé de ce que l'Europe fait et peut faire pour eux et avec eux. Cela signifie aussi être en permanence à Bruxelles pour être au plus proche des discussions, des négociations, vigilant à tout le travail législatif qui se fait ici.

COMMENT TRAVAILLEZ-VOUS AVEC LES DIFFÉRENTS ORGANISMES DE REPRÉSENTATION LOCAUX POUR RELAYER LEURS ATTENTES ET BESOINS AU NIVEAU EUROPÉEN ?

Dès qu'un dossier potentiellement impactant pour les RUP est examiné à Bruxelles, je prends contact avec les organismes de



AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE LOCALE

26 APPROVISIONNEMENT LOCAL DES CANTINES

28 TENDANCES ÉCONOMIQUES

ÉCONOMIE LOCALE

LES IMPACTS POSITIFS ÉLARGIS DE L'APPROVISIONNEMENT LOCAL DES CANTINES À LA RÉUNION

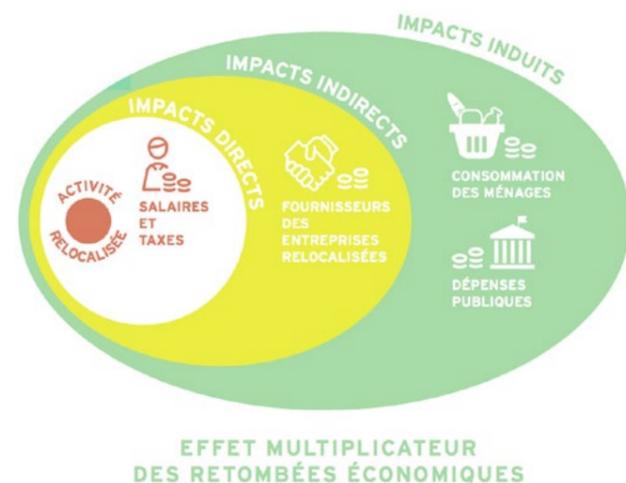
De tous les achats publics, l'approvisionnement des cantines est sans doute le plus symbolique et engageant auprès des générations futures. Quoi de plus naturel alors que d'aligner les volontés, les préoccupations sociétales et l'acte d'achat. Renforcer la part d'approvisionnement réunionnais dans les cantines est souhaitable pour au moins trois raisons qui entraînent des comportements et des effets vertueux.

La première est environnementale. Ré-enraciner les achats permet de garantir une meilleure traçabilité, de mieux maîtriser la production, de limiter les impacts liés au transport des biens consommés et de rendre le territoire plus résilient (moins dépendant) en matière d'approvisionnement alimentaire.

La seconde est socioculturelle. L'approvisionnement local encourage une meilleure connaissance des produits locaux et saveurs péi. Raccourcir les circuits de distribution permet en outre une meilleure rémunération des producteurs et crée un lien social plus fort avec leurs consommateurs.

Enfin, d'un point de vue économique, une politique d'achat local génère des effets d'entraînement qui vont bien au-delà de l'augmentation du carnet de commande des producteurs agricoles et transformateurs alimentaires locaux.

En effet, pour répondre à la commande d'une cantine, le producteur réunionnais va lui-même devoir réaliser des achats auprès de ses fournisseurs et prestataires (matières premières, comptable, équipements, transport...), il va rémunérer son travail, celui de ses salariés et va verser des impôts et taxes. Des impacts indirects sont donc générés dans la chaîne de ses fournisseurs qui eux-mêmes ont des fournisseurs et payent des salaires et des taxes. L'ensemble des rémunérations versées viennent participer au pouvoir d'achat des réunionnais et les impôts et taxes viennent abonder les budgets permettant les dépenses publiques. Ce sont des impacts induits.



Ainsi, l'achat de la cantine va non seulement abonder les carnets de commande des producteurs locaux, favoriser leur activité et leurs emplois mais aussi augmenter l'ensemble de la demande locale, à la fois des entreprises entre-elles mais aussi par la consommation des ménages et des administrations publiques. Il existe donc un effet multiplicateur des retombées économiques locales : un achat dans la région va avoir des répercussions bien plus larges que celles destinées au fournisseur péi.

Au-delà, l'enjeu est que l'ensemble des acteurs économiques contribuent à leur tour par leurs choix à faire circuler les richesses localement. La capacité du territoire réunionnais à échanger et produire localement pour limiter ses fuites économiques et développer une économie locale et vivante font actuellement l'objet d'une étude socio-économique dont les résultats seront publiés en octobre.

Emma Castel
Consultante senior Economies Locales Durables,
Cabinet Utopies

UTOPIES®



APPROVISIONNEMENT LOCAL DES CANTINES : C'EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Qui, à La Réunion, est contre le fait que nos enfants, à la cantine, mangent des ananas Victoria et des chouchous de Salazie ? Qui, à La Réunion, est contre le fait que nos marmailles consomment des produits issus de notre terroir, cultivés par nos agriculteurs et transformés par nos industries ? La réponse semble évidente. Pourtant, les cuisines centrales, qui devraient être les premières clientes de nos producteurs locaux, continuent de confectionner leurs repas avec des produits importés.

C'est pourquoi, il est nécessaire de rappeler que les outils pour renforcer l'approvisionnement local existent, notamment depuis l'adoption de la Loi pour l'Égalité Réelle promulguée le 28 février 2017. L'article 73 peut être utilisé pour réserver une partie de ces importants marchés publics aux TPE-PME locales. L'excuse du Code des marchés publics n'a plus lieu d'être ! S'il reste interdit d'utiliser l'origine d'un produit comme critère d'attribution du marché, il existe de nombreux outils mobilisables aux différentes étapes de la commande publique pour permettre à nos agriculteurs de valoriser leur production dans les cantines.

Une volonté politique

Le sujet n'est donc plus de savoir si c'est une question de moyens mais de volonté. On parle là de volonté politique ! Les acheteurs publics doivent s'engager sur les conditions de réussite de l'approvisionnement de proximité et organiser les marchés publics de telle sorte qu'ils réunissent les conditions nécessaires à cet approvisionnement. L'association SBA, composée d'un collège de syndicats professionnels, d'un collège de collectivités et d'un collège opérateur public, œuvre quotidiennement en ce sens.

Favoriser la Stratégie du Bon Achat dans nos cantines, scolaires mais pas seulement, est un acte politique pour valoriser les savoir-faire locaux, l'emploi local non-délocalisable, l'innovation, l'investissement, l'apprentissage et plus généralement la fierté. La fierté d'être Réunionnais et d'Oser La Réunion.

TENDANCES ÉCONOMIQUES

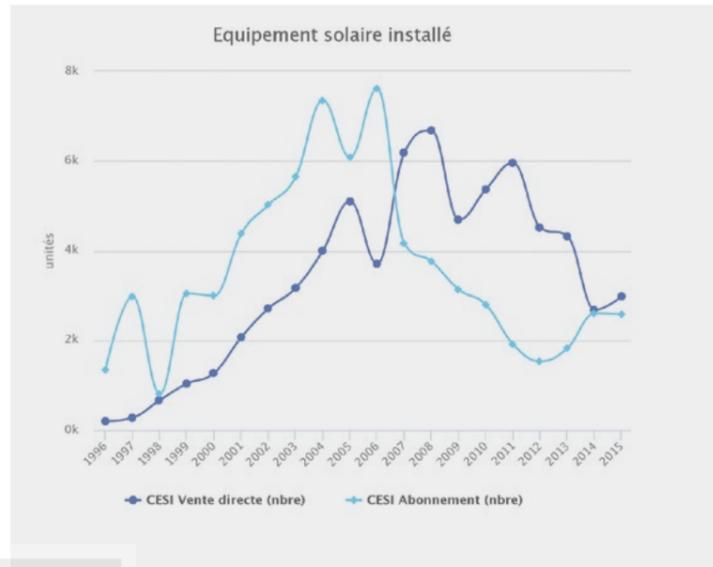
NEXSTAT TOUTES LES DONNÉES ÉCONOMIQUES LOCALES EN OPEN DATA

Nexa, l'Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation, a lancé en mai dernier le portail internet nexstat.re. Un outil qui centralise l'ensemble des données économiques produites et diffusées par les plus de 90 sources d'informations recensées.

L'allié des chefs d'entreprises

Ces données, en Open Data, sont mises à disposition des utilisateurs et libres de droits. *"Depuis plusieurs années, les données ouvertes ont été identifiées pour leur potentiel dans la création d'activité et de richesse et comme vecteur d'innovation et de croissance"*, assure l'agence.

Macro-économie, commerce international, consommation, énergie renouvelable... les tableaux de bord de 33 thématiques sont disponibles et régulièrement remis à jour. Au total, cela représente plus de 400 jeux de données sur La Réunion.



Par ailleurs, le portail *"offre des fonctionnalités de représentation visuelle et d'exportation de données, d'intégration web pour faire "parler les données" de façon interactive sous la forme de graphiques dynamiques et de tableaux, permettant les interactions par l'utilisateur"*, précise l'agence.

Business Plan, études, dossiers de financement, mais aussi analyse de secteurs à forts potentiels ou opportunités d'affaires, NexStat est l'allié des chefs d'entreprises, porteurs de projets et entrepreneurs au sens large.

NexStat c'est enfin un compte Twitter (@opendatareunion), véritable mine d'informations sur les données économiques locales, nationales ou internationales.

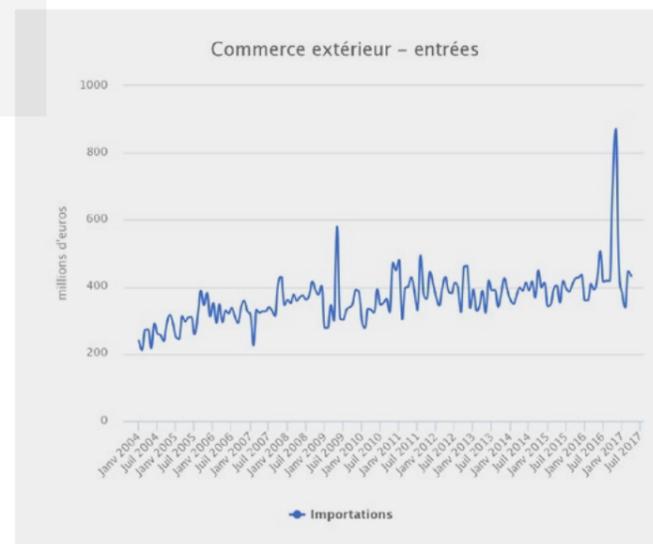


TABLEAU DE BORD TRIMESTRIEL DE L'EMPLOI SALARIÉ PREMIER TRIMESTRE 2017

146 824
emplois salariés
dans le secteur
privé,

+ 1,7 %
en glissement
annuel.

2 262 €
de salaire moyen
par tête,

+ 1,4 %
en glissement annuel.

- 11,5 %
par rapport au
SMPT en France

Les activités exportatrices comme celles liées au tourisme externe étant peu importantes, l'économie réunionnaise est essentiellement portée par la satisfaction des besoins de la population, ce qui explique :

> que pas plus qu'elle n'avait été impactée par la crise économique mondiale de 2008, les importantes destructions d'emplois observées de 2007 à 2012 n'ayant été induites que par la fin des différents dispositifs de défiscalisation et, très accessoirement du grand chantier de la route des Tamarins ;

> la reprise économique qui a été observée en France métropolitaine à compter de 2015 et se confirme depuis le milieu de l'année 2016, n'a eu et n'aura que peu d'effets sur les créations d'emploi à La Réunion ;

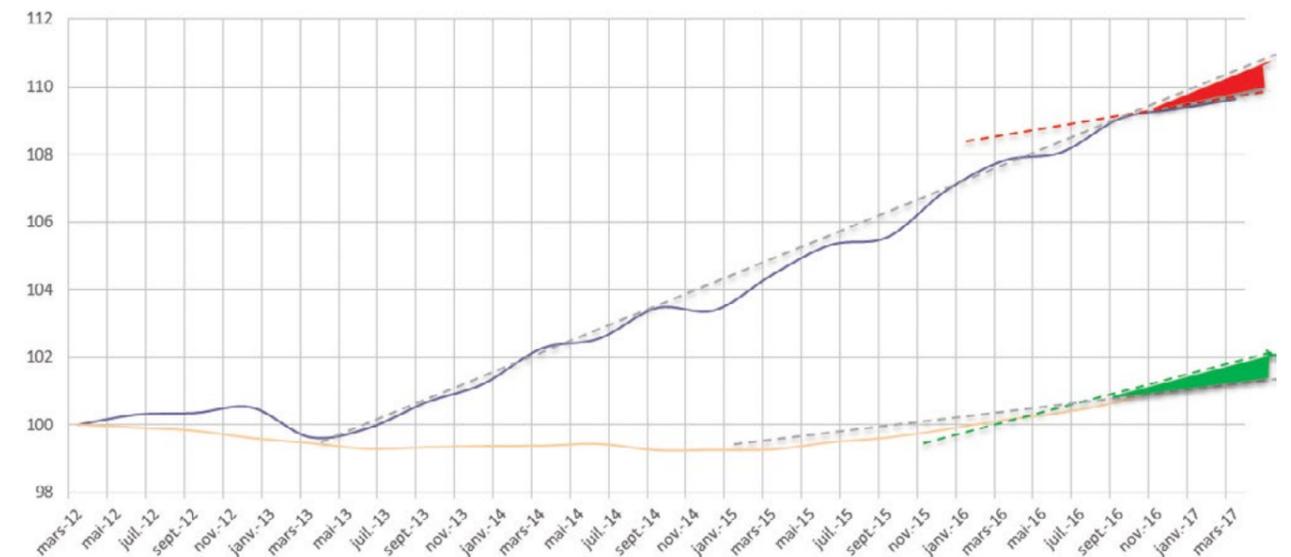
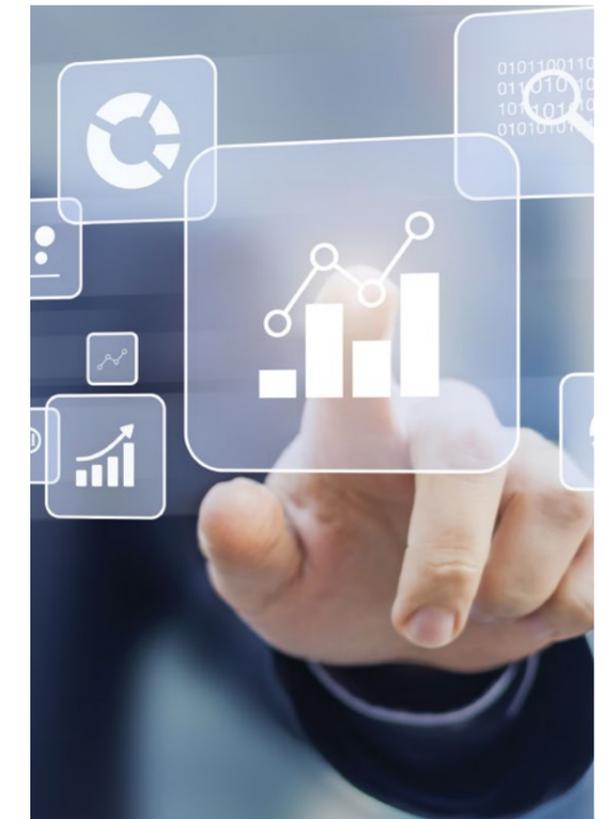
> ou les destructions d'emplois pourraient être tout aussi importantes au cours des deux à trois prochaines années ... que les créations ont pu être très importantes au cours des trois précédentes ;

> sauf si de nouveaux dispositifs d'emplois aidés devaient pouvoir être mobilisés ... dans des conditions pouvant garantir des taux de pérennisation plus importants.

> ou les destructions d'emplois pourraient être tout aussi importantes au cours des deux à trois prochaines années ... que les créations ont pu être très importantes au cours des trois précédentes ;

Moins de 2.500 emplois ont été créés à La Réunion d'avril 2016 à mars 2017, contre 4.500 en 2015, 3.000 en 2014 et 3.500 en 2013.

Jacques de Palmas
PRID REUNION



NOTRE SÉLECTION

LE LIVRE UN "SALAUD DE PATRON" SE RACONTE

Sorti le 1er juin 2017, "Chronique d'un salaud de patron" est une réédition. A croire que depuis 2013, date de sa première sortie, le quotidien du chef d'entreprise n'a pas trop changé... Dans ce livre, Julien Leclercq raconte son quotidien de patron d'une agence de presse et de communication. Entretien d'embauche en compagnie du mari ou des parents des candidats (!), promenade dominicale interrompue par un mail "très urgent", nécessité subite de séparer WC hommes et femmes, un condensé d'anecdotes parfois hilarantes, souvent à peine croyables et toujours bien réelles.

Chronique d'un salaud de patron, 1 juin 2017, éditions Eyrolles.

#ViedePatron

JULIEN LECLERCQ

CHRONIQUE D'UN SALAUD DE PATRON

Bienvenue dans la vraie vie d'un patron de PME



L'ÉVÉNEMENT NXSE 2017 : LA FINE FLEUR DU NUMÉRIQUE EN AFRIQUE ET DANS L'OcéAN INDIEN

Les 3, 4 et 5 octobre 2017 se tiendra au Mercure Créolia de Saint-Denis la seconde édition de NxSE (prononcez Nexi), le Business Forum International de la Transformation Numérique. NxSE, c'est le rendez-vous des entreprises et organisations françaises et européennes avec leurs homologues d'Afrique et de l'Océan Indien autour de conférences de veille stratégique et rencontres B2B. Pour cette édition, les thématiques retenues sont : "Industrie du futur", "Ville et bâtiment de demain", "Touriste connecté, voyage au cœur de la Data", "Marchés et défis de la santé numérique" et "Agriculture connectée, la 3ème révolution agricole". Les prix des billets sont compris entre 44,92€ et 493,38€.

#LaRéunionFrenchTech



LE BON PLAN

DES AVOCATS CONSULTENT GRATUITEMENT SANS RENDEZ-VOUS

Le Cabinet d'avocats Betty Vaillant, qui a animé notre atelier sur la transmission d'entreprise, propose chaque premier vendredi du mois des consultations gratuites, de 8h à 12h, à St-Pierre. Nul besoin de prendre rendez-vous, préparez simplement votre stock de questions et ces professionnels, passionnés du droit, se feront un plaisir d'y répondre.

#MerciPourCeMoment

LA TECHNOLOGIE

UN EXTRAIT K-BIS EN MOINS DE 48H SANS SE DÉPLACER



Quand on est patron de TPE-PME, on a régulièrement besoin d'extraits K-Bis. Le sien pour une démarche administrative ou l'obtention d'un prêt, celui d'un prestataire pour vérifier que tout est en ordre, il y a toujours une bonne raison pour perdre sa matinée à faire les 100 pas au tribunal d'instance. Grâce au site kbis-express.re, vous pouvez commander n'importe quel extrait K-Bis et celui-ci vous sera envoyé par mail sous 48h, suivi de l'original par la Poste. Payable en ligne, la prestation s'élève à 14,99€ tout compris.

#SimpleLife

RETOUR EN IMAGES

SOIRÉE DE REMISE DU TROPHÉE ENTREPRISE & TERRITOIRE JEUDI 4 MAI 2017, DOMAINE DU MOCA



Crédits photos : David Chane

PACK MUTA ENTREPRISE

La Complémentaire Santé préférée de tous les salariés



8 bonnes raisons de choisir MUTA Santé

Aucune avance de frais chez les professionnels de santé⁽¹⁾ ;

Prise en charge à 100% de vos lunettes de vue⁽²⁾ ;

Cotisation offerte pour tous les enfants scolarisés et assurés jusqu'à 26 ans révolus, sur présentation d'un certificat de scolarité ;

Pas de limite d'âge à l'adhésion ;

Service Adhérents joignable toute la semaine
Du lundi au samedi de 8h00 à 18h00 (Appel non sur-taxé) ;

Suivi en ligne de vos remboursements sur www.mutasante.com ;

Proximité avec un réseau de **8 agences**
sur Saint-Denis, Saint-Paul, Saint-Leu, Saint-Louis, Saint-Pierre,
Le Tampon, Saint-Joseph et Saint-André ;

5 formules de garanties différentes au choix.

Entreprises, nous
avons la mutuelle
qu'il vous faut !
Un conseiller est
à votre écoute

0262 947 700

www.mutasante.com



design thinking - (1) Chez les professionnels de santé conventionnés. (2) Dès la formule Suppli, chez les opticiens agréés MUTA. Mutuelle Générale Solidarité Réunion (MGSFR) : immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° 388 213 423. Siège social : 14, Boulevard Dorel BP 340 - 97487 Saint-Denis cedex. Mutuelle relevant du code de la Mutualité, intégralement substituée par la Mutualité de la Réunion (MDLR) : immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° 321 073 470. Siège social : 14, Boulevard Dorel BP 340 - 97487 Saint-Denis cedex. Union de mutuelles relevant du Livre II du code de la Mutualité, agréée en branches 1, 2 et 20, organisme assureur des présentes garanties. La MGSFR et la MDLR sont soumises au contrôle de l'ACPR - Siège social : 61 rue Talbot - 75006 Paris Cedex 06, cet organisme indépendant peut être saisi directement par un assuré.